



## Flash Info

*Le rapport 2011 de l'IEDOM et les monographies géographiques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr). Celles relatives à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin seront diffusées ultérieurement.*

## Décisions de la BCE et Sommet européen dans le domaine bancaire

### 1 – Décisions de la BCE

Lors de la réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de réduire les taux directeurs de 25 points de base. Mario Draghi, président de la BCE a souligné lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes se sont encore atténuées, certains risques à la baisse précédemment identifiés qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro s'étant matérialisés. La croissance économique continue de rester faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat des affaires ».

### 2 – Sommet européen

Mario Draghi a déclaré que le Conseil des gouverneurs « salue les conclusions du Conseil européen du 29 juin 2012 indiquant sa détermination à prendre des mesures pour faire face aux tensions sur les marchés financiers, rétablir la confiance et relancer la croissance. Il accueille avec satisfaction la décision d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire. Il se félicite également de la décision prise lors du sommet de la zone euro de créer un mécanisme de surveillance unique, de la possibilité, sous réserve d'une conditionnalité appropriée, de recapitaliser directement les banques, et du recours aux instruments existants du FESF/MES\* de manière souple et efficace afin de stabiliser les marchés ».

\* Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Bâle III

#### 1 – Comité de stabilité financière (CSF)

Le CSF a réalisé à la demande du G20 Finance un rapport sur les effets inattendus des réformes financières. S'agissant du cadre de Bâle III sur les banques, le rapport relève notamment que certains aspects de la pondération du capital sur les actifs, les ratios de liquidité, la définition des actifs liquides de bonne qualité, le régime prévu pour les banques d'importance systémique ainsi que la réforme des dérivés de gré à gré pourraient affecter le fonctionnement des marchés financiers domestiques et la capacité des banques à prêter avec des répercussions potentielles à l'international en raison de la dimension internationale de certaines banques.

Le rapport est disponible en anglais sur : [http://www.financialstabilityboard.org/publications/r\\_120619e.pdf](http://www.financialstabilityboard.org/publications/r_120619e.pdf)

#### 2 – Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a publié le 26 juin 2012, dans un règlement, les informations que les banques devront diffuser lors de la communication du niveau et de la composition de leurs fonds propres selon les règles de Bâle III.

Le document est disponible en anglais sur : <http://www.bis.org/publ/bcbs221.pdf>

### FATF-GAFI

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Rome du 20 au 22 juin 2012, le GAFI a adopté trois rapports : « Les facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption » disponibles en téléchargement en anglais sur [www.fatf-gafi.org](http://www.fatf-gafi.org) ;

« Les lignes directrices sur les enquêtes financières » et « Le commerce illicite du tabac » seront publiés ultérieurement.

### Publications

#### 1- Banque de France

- *La fin des échanges des billets en francs*, Enda Palazzeschi et Michel Ruimy, Direction des Activités fiduciaires, Service des Etudes et de la Prospective,

- *L'analyse de l'activité des banques par ligne de métiers*, Emilie Créte, Direction des Statistiques monétaires et financières – Service d'Etudes et de Statistiques des Opérations financières

Ces deux articles publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 188 sont disponibles en téléchargement gratuit à l'adresse suivante :

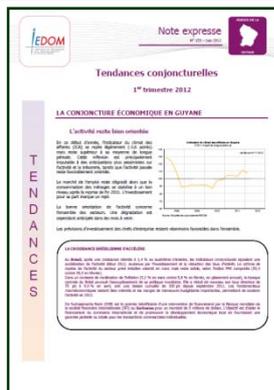
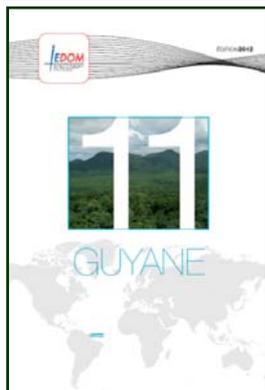
<http://www.banque-france.fr/publications/bulletins-de-la-banque-de-france/les-bulletins-de-la-banque-de-france.html>

#### 2 - Sénat

*Crédit à la consommation et surendettement : une réforme ambitieuse à compléter*, Mmes Muguette Dini et Anne-Marie Escoffier, commission pour le contrôle et l'application des lois.

Le rapport d'information est disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-602-notice.html>

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE



## Publications de l'institut

Comme chaque année, l'IEDOM publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise. Elle est disponible, comme toutes les publications, en téléchargement sur le site internet de l'IEDOM. Depuis cette année, le rapport annuel de l'IEDOM peut être obtenu gratuitement dans les locaux de l'agence.

D'après le dernier **bulletin trimestriel de suivi de la conjoncture financière et bancaire**, l'activité des établissements de crédit marque sensiblement le pas au cours des trois premiers mois de l'année. D'une part l'activité de collecte se contracte, marquée par un recul de l'encours des dépôts et, d'autre part, la croissance du financement s'essouffle après avoir progressé significativement au cours du dernier trimestre 2011.

La dernière parution de la note **tendances conjoncturelles** montre un assez bon début d'année, avec notamment un indice du climat des affaires bien orienté, mais qui reste toutefois en légère baisse par rapport au trimestre précédent, dans un contexte d'attentes de résultats électoraux, et d'une pluviométrie importante. Tous les secteurs sont concernés, mais une légère dégradation reste anticipée dans les mois à venir. Les **annexes statistiques** sont également disponibles, regroupant 32 pages de données, tableaux et graphiques sur un grand panel d'indicateurs régionaux, y compris l'indicateur du climat des affaires (ICA) pour chaque secteur.

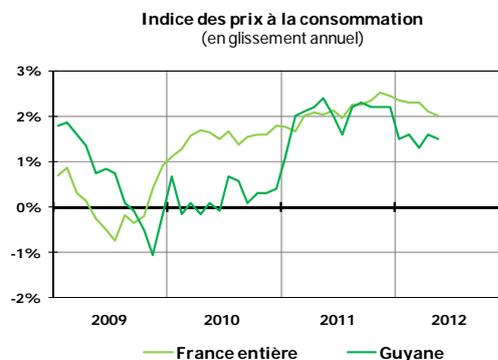
Ces publications et celles des autres géographies d'outre-mer sont téléchargeables gratuitement sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin mai 2012 est resté stable par rapport à avril (+0,0 %). Selon l'analyse de l'INSEE, la hausse des prix alimentaires sur le mois (+0,3 %) a été compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,1 %) et de l'énergie (-0,3 %).

Sur un an, l'indice croît de 1,5 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+3,1 % par rapport à mai 2011), des services (+ 1,2 %) et de l'énergie (+ 5,2 %). Les prix des produits manufacturés en revanche marquent un recul par rapport à l'an dernier, essentiellement sur le poste habillement et chaussures. Par rapport aux autres régions ultramarines (+ 1,3 % à la Guadeloupe, + 1,2 % à la Martinique et + 0,8 % à la Réunion), le rythme annuel de progression des prix est soutenu en Guyane, mais reste depuis fin 2011, en deçà des résultats observés pour la France entière (+ 2,0 %).



Source : INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

### Carburants

Le prix des hydrocarbures reste inchangé pour le mois de juillet. Comme au mois de juin, l'arrêté préfectoral n°988 fixe donc les prix de 1,73 € pour l'essence (+5,5 % par rapport à juillet 2011), et de 1,56 € pour le gazole (+4,7 %). Le prix de la bouteille de gaz a quant à lui baissé, passant de 24,81 € à 22,96 € (soit -1,25 €).

### Bilan économique

Présentée lors d'une conférence de presse commune avec l'IEDOM, l'INSEE a publié l'Année Economique et Sociale 2011. La présentation conjointe du rapport annuel de l'IEDOM et de l'Année Economique et Sociale de l'INSEE a permis de coordonner les analyses et les expertises faites par les deux entités sur la conjoncture du département. La publication INSEE, « Antiane éco » n°75, est disponible en libre téléchargement sur [www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane).

### Agriculture

Le Cirad et la DAAF ont organisé les premiers ateliers des réseaux d'innovation et de transferts agricoles (Rita) pour les productions végétales en Guyane, du 4 au 11 juin dernier. Ces ateliers sont destinés à permettre à de nombreux acteurs (50 participants) de se réunir autour de visites d'exploitations agricoles, d'ateliers de transformation, et de réunions de travail, afin de préciser les demandes des producteurs en matière d'innovation techniques, de transfert de connaissances, et de proposer des démarches expérimentales pour répondre aux besoins identifiés. Le séminaire a entre autre dégagé le besoin d'une cartographie de la fertilité des sols Guyanais, à destination des agriculteurs et de l'aménagement du territoire. Les actes complets de ce séminaire devraient être prochainement disponibles sur le site internet dédié des Rita.

## Secteur spatial

Le 5 juillet 2012, le lanceur Ariane 5 a lancé avec succès le satellite de télécommunication EchoStar XVII et le satellite météorologique MSG-3. EchoStar XVII a été construit par Space Systems Loral pour l'opérateur américain Hughes Network Systems, LLC, une filiale d'EchoStar Corporation. MSG-3 (Meteosat Second Generation) a été construit par Thales Alenia Space pour EUMETSAT, l'organisation européenne intergouvernementale pour l'exploitation de satellites météorologiques. Par ailleurs, au 1<sup>er</sup> juillet, Bernard Chemoul est entré en fonction en tant que Directeur du Centre Spatial Guyanais du CNES, en remplacement de Joël Barre. Il était Directeur adjoint, et sous-directeur « Protection sauvegarde environnement » du Centre Spatial Guyanais depuis 2008.

## Transport

Le 26 juin 2012, les délégués de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) ont découvert un état des lieux des transports en commun dans les six communes. L'étude montre la nécessité d'accroître l'offre de transports en commun sur l'île de Cayenne, et d'en améliorer la rapidité, les bus étant « englués dans la circulation quotidienne ». En effet, le rapport indique que, sur la communauté d'agglomération, seuls 7% des déplacements sont effectués en transport en commun. La CACL gère désormais les transports urbains, la SMTC ayant été dissoute le 30 juin dernier, par l'arrêté préfectoral n°987 du 28 juin 2012.

## Pétrole

Exposée en premier lieu par « Le Monde » du 13 juin 2012, l'annonce de la suspension des permis exploratoires d'hydrocarbures a rapidement fait le tour des rédactions : locales, nationales, et internationales. Cette suspension était intervenue dans le cadre de la remise à plat de l'ensemble des permis d'hydrocarbures nationaux par le nouveau gouvernement. L'objectif annoncé était la refonte du code minier français, très ancien (la loi fondatrice datant de 1810), pour prendre en compte notamment la question environnementale. La suspension était survenue alors que le « Stena-Icemax », navire plateforme d'exploration pétrolière, arrivait sur place, sachant que le coût estimatif de l'immobilisation d'un tel navire aurait été de 1 million d'euros par jour selon Shell. Outre les réactions prévisibles de Shell face à ce coup d'arrêt, les élus guyanais se sont rapidement organisés pour demander la reprise des forages. Ils ont pu rappeler une nouvelle fois à cette occasion les divers points qui mériteraient selon eux d'être reconsidérés, notamment le raffinage programmé à Trinidad et le montant ainsi que la répartition des taxes sur la manne pétrolière. Deux arrêtés préfectoraux du 20 juin 2012 ont finalement autorisé la reprise des travaux d'exploration pétrolière.

## Habitat

L'observatoire de l'habitat, de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane (AUDeG), a publié sa première note relative aux chiffres clés de l'habitat en Guyane. Les données avancées font état de 68 355 logements (dont 19 381 appartements) recensés en Guyane en 2008, ce qui représente une progression de 26,5 % depuis 1999. L'étude fait ressortir un essor de pôles urbains guyanais majeurs (les communes périphériques de l'île de Cayenne ont un parc de logements en forte croissance, de même que les communes de Saint-Georges et de Saint-Laurent). Parallèlement, la note montre une forte progression des logements de fortune (+21 % entre 1999 et 2008). Ce premier numéro de la note de l'observatoire de l'habitat est disponible sur le site de l'AUDeG ([www.aruag.fr](http://www.aruag.fr)).

## Orpaillage clandestin

Les réactions ont été vives après l'embuscade ayant causé la mort de 2 militaires, sur le site d'orpaillage clandestin de Dorlin. Ce site, qui devait être libéré de ses orpailleurs clandestins au profit de l'installation d'orpailleurs légaux (la concession appartenant à Auplata), est désormais sous haute tension. Ce dernier drame pose une nouvelle fois la question des mesures à prendre contre l'orpaillage clandestin, dont les acteurs deviennent de plus en plus violents.

Au Brésil – ou l'affaire de Dorlin n'a eu que très peu d'échos, la réouverture prochaine de mines d'or redevenues rentables avec la hausse des cours de l'or a été annoncée, notamment celle de Serra Pelada, une des plus grandes mines d'or à ciel ouvert avant sa fermeture en 1992.

# ACTUALITES REGIONALES

---

## Pétrole au Suriname

Chevron Corp., n°2 américain de l'énergie, a passé un accord avec Kosmos Energy Ltd. pour de l'exploration pétrolière au large du Suriname. La zone, d'une superficie d'environ 2,8 millions d'hectares, est située à 250 kilomètres au large de Paramaribo, pour des profondeurs allant de 200 à 2 600 mètres. Kosmos Energy sera l'opérateur de ces blocs jusqu'à la fin de la phase d'exploration, et Chevron en deviendra l'opérateur dans le cas d'une découverte avérée. Les premiers forages pourraient commencer dès 2014.

## Environnement

Le Fonds Multilatéral d'Investissement (MIF), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et le Bloomberg New Energy Finance ont publié le « Climatescope 2012 », qui est un classement des pays selon l'intérêt des investissements dans les énergies renouvelables. Les 26 pays étudiés sont évalués et classés selon leurs capacités à attirer des investissements dans les énergies à faible coût carbone. Les deux extrémités de ce classement sont représentées par les deux voisins directs de la Guyane. Ainsi, le Suriname, est classé dernier, à cause d'une faible volonté politique de développer ces filières. Sa part d'énergie renouvelable retenue dans cette étude est de 0 %. En effet, les auteurs ont fait le choix de ne pas inclure le grand hydroélectrique dans les énergies renouvelables, ce qui désavantage fortement le Suriname, dont la production installée totale de 277 MW est assurée pour moitié par cette énergie.

Le Brésil, quant à lui premier du classement, comptabilise 12 % d'énergie renouvelables sur les 116 GW installés (éolien 1 %, petite hydroélectricité 4 %, biomasse 7 %). La Guyane, absente du classement, atteindrait selon la même méthodologie une part de 11 % (biomasse 1 %, petite hydroélectricité 4 %, photovoltaïque 8 %)<sup>1</sup>, se classant pour ce critère parmi les plus avancés.

## Tourisme

Selon une étude publiée par la firme de services-conseils argentine Ecolatina, le tourisme en Amérique du sud a augmenté de 9,4 % durant l'année 2011. Cette hausse est plus importante que l'augmentation constatée au niveau mondial (+4,6 %).

<sup>1</sup> En considérant les données du bilan prévisionnel EDF 2011.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	→	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	mai-12	125,2	[0,0%]	[1,5%]	Insee
		→	Prix administré du litre d'essence	juil-12	1,73 €	[0,0%]	[5,5%]	Préfecture/Déccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	mai-12	17 770	0,2%	4,7%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	avr-12	7 903	0,9%	16,7%	Pôle Emploi
		↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	avr-12	15 786	[1,1%]	[2,4%]	
	CONSUMMATION	↓	Prestations nettes versées (1)	avr-12	7,9 M€	[-3,9%]	[-0,2%]	Caf
				Cumul	30,5 M€		ns.	
		↓	Recettes d'octroi de mer	mai-12	10 M€	-16,6%	3,7%	Douanes
				Cumul	51 M€		5,3%	
	INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	mai-12	12,3 M€	-9,9%	-9,2%	Douanes
			Cumul	33,5 M€		2,0%		
↓		Ventes de véhicules neufs aux particuliers	mai-12	299	-0,4%	-2,2%	Somafi	
			Cumul	1 684		-2,8%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	mai-12	27,5 M€	-17,6%	-24,3%	Douanes	
			Cumul	153,2 M€		-29,1%		
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	mai-12	72	-19,0%	-6,3%	Somafi	
			Cumul	427		-4,5%		
SPATIAL	↑	Exportations (3)	mai-12	26,5 M€	122,7%	90,2%	Douanes	
			Cumul	74,2 M€		22,8%		
	↑	Importations (3)	mai-12	133,1 M€	25,6%	23,6%	Douanes	
		Cumul	533,3 M€		-4,8%			
INDICATEURS SECTORIELS	BTP		Tirs effectués	Cumul à juin 2012	3 tirs (2 Ariane 5, 1 Vega)		3 tirs à juin 2011	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à juin 2012	5 satellites et 1 ATV		4 satellites et 1 ATV à juin 2011	
	INDUSTRIE	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	mai-12	8 092 tonnes	3,4%	20,7%	Ciments guyanais
				Cumul	38 782 tonnes		11,4%	
		↑	Exportations d'or en volume (3)	mai-12	199 kgs	89,8%	69,7%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	mai-12	7,6 M€	134,7%	95,7%	Douanes
				Cumul	24,5 M€		43,5%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cours de l'once d'or	mai-12	1 585,31 \$	[-3,9%]	[4,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	déc-11	7 444 m3	125,6%	26,8%	ONF
				Cumul	73 739 m3		-6,3%	
↑		Exportations de crevettes (3)	mai-12	35,7 tonnes	27,6%	-59,2%	Douanes	
TOURISME	↑	Exportations de poissons (3)	mai-12	58,1 tonnes	78,9%	-8,7%	Douanes	
			Cumul	111,2 tonnes		-47,6%		
	↑	Exportations de riz (2)(3)	mai-12	0 tonne	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul	0 tonne		ns.			
INDUSTRIE	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	avr-12	32 336	6,2%	-3,4%	CCIRG	
			Cumul	123 209		-4,0%		
	↑	Nombre de nuitées	avr-12	27 000	2,9%	-17,9%	Insee	
		Cumul	105 000		-4,3%			

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
Taux d'intérêt légal		
ANNEE 2012	0,71%	JO du 08/02/12
ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11
Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)		
	Livret A et bleu	LDD
	2,25%	2,25%
		LEP
		2,75%
		PEL*
		2,50%
		CEL*
		1,50%

\* hors prime d'Etat

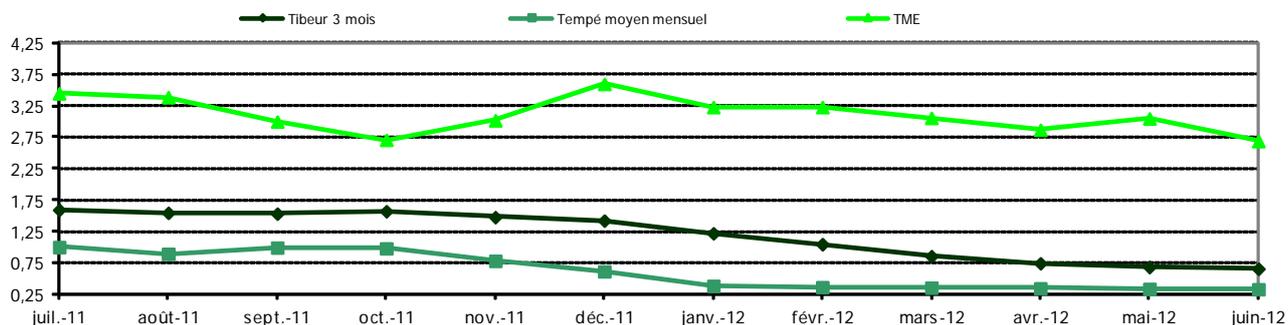
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2012)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3587%	0,3475%	0,3370%	0,3333%	0,3800%	0,6590%	0,9350%	1,2200%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
2,87%	3,05%	2,79%	2,69%	3,07%	3,25%	2,99%	2,89%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	Seuils de l'usure
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

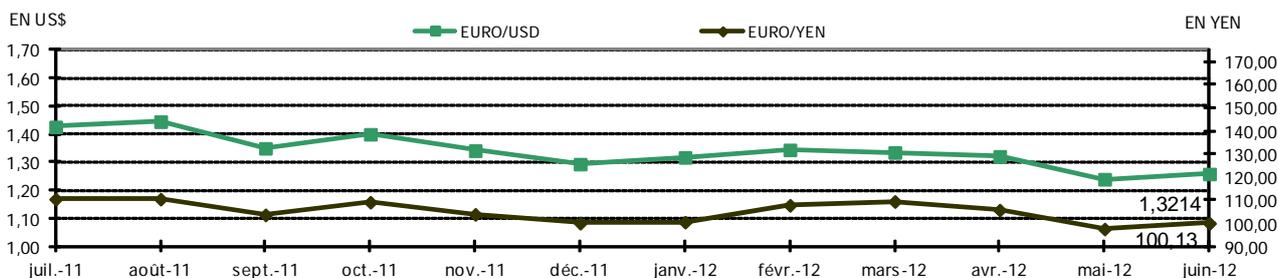
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2590	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,3669	EURO/SRD (Surinam)	4,17800
EURO/JPY (Japon)	100,1300	EURO/BWP (Botswana)	9,67580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,26630
EURO/CAD (Canada)	1,2871	EURO/SCR (Seychelles)	18,2352	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,6361
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,80680	EURO/MUR (Maurice)	38,8049	EURO/BBD (La Barbade)	2,53210
EURO/SGD (Singapour)	1,5974	EURO/BRL (Brésil)	2,5788	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,13000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7658	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,43740	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2785,3436	EURO/XCD (Dominique)	3,4184	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J.-P. DERANCOURT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 8 rue Christophe COLOMB BP 6016 97306 Cayenne CEDEX

Achévé d'imprimer le 9 juillet 2012 - Dépôt légal : juillet 2012 - ISSN 1240-3814